

« La Syrie et les Syriens se sentent abandonnés pas seulement par les États du monde « libre » mais aussi et surtout par les sociétés civiles occidentales. Le seul élan de solidarité remarquable et reconnaissable s'est traduit par l'engagement citoyen de certains pays, comme l'Allemagne et le Canada, pour gérer d'une manière décente la question des réfugiés en général et celle des Syriens en particulier. » (Salam Kawakibi, intellectuel franco-syrien originaire d'Alep, politiste et directeur adjoint de l'Arab Reform Initiative. [Entretien accordé à Joseph Confavreux](#), Mediapart, 14 décembre 2016.)

Alep est le nom d'une défaite qui est aussi la nôtre compte tenu de l'incapacité des gauches radicales à construire un mouvement de solidarité internationaliste de masse en France et en Europe. Alep : que faire ? Que dire pour sortir de l'impuissance ? Quels pourraient être les contours d'un programme d'action internationaliste avec le peuple syrien aujourd'hui ? Ces questions se sont posées avec force depuis l'offensive lancée par Poutine et Assad sur Alep-Est le 15 novembre dernier. Elles s'étaient déjà posées auparavant, au fil de l'escalade dans l'horreur de cette guerre d'une dictature contre son peuple : après le carnage de la Ghouta, dans la banlieue de Damas, en août 2013, après le largage de barils d'explosifs par l'aviation syrienne sur les quartiers rebelles d'Alep en décembre 2015, après le bombardement de Homs en 2015. Elles se poseront sans doute à nouveau demain, peut-être à Idlib, car la prise d'Alep par le régime syrien et ses alliés ne résout rien dans la guerre en cours.

Je tente ici d'interroger l'orientation politique des gauches radicales françaises concernant la guerre en Syrie et de penser les contours d'un programme d'action internationaliste. Plus une esquisse qu'une étude exhaustive, cet article est aussi un appel à la critique et des contributions pour penser les voies possibles pour construire une campagne de solidarité internationaliste à la hauteur des enjeux de la question syrienne. Les points d'appui théoriques et politiques de la réflexion proposée ci-après sont, de manière inégale, Daniel Bensaïd, Pierre Bourdieu, Philippe Corcuff, Francis Sitel, Gilbert Achcar, Michel Agier, Jean Jaurès et Eric Hobsbawm.

Rapports de force

L'action politique subalterne est par définition confrontée à un rapport de forces défavorable : elle est structurellement asymétrique, par sa position dans l'espace social et politique. Sa condition de possibilité est la définition et l'affirmation d'un penser/agir qui puisse suspendre les fatalités déterministes de l'ordre existant du monde.¹ Une orientation politique se déployant dans l'espace public faite de mots d'ordre, de revendications immédiates et de principes politiques généraux qui, sans chercher à changer miraculeusement le monde d'un seul coup, permet de défendre certaines positions tout en ouvrant de nouveaux possibles dans l'auto-émancipation individuelle/collective du plus grand nombre.

En pratique, cela signifie que l'idée selon laquelle « les rapports de force dégradés » rendraient impossible une action politique internationaliste concernant la guerre en Syrie est une erreur. Erreur justifiée par tout le poids social de la domination politique qui s'exerce sur les gauches radicales.

L'asymétrie de la lutte peut toutefois être employée comme un point de départ pour penser une intervention politique. Il s'agirait, comme le propose Hannah Arendt, d'aller à la racine des choses et de la vérité en ne commençant à nous « défendre que dans les termes de l'attaque, en retournant le sens des mots ». Poutine, Assad et leurs adorateurs de droite comme de gauche en France soutiennent que la priorité est la « lutte contre le

terrorisme » ? Le terrorisme, c'est aussi eux ! rappellent à juste titre Yannick Jadot et Raphaël Glucksmann dans une tribune au *Monde* datée du 13 décembre dernier. Les partisans des campagnes impériales de bombardements en Syrie et en Irak soutiennent que ces opérations pourront rétablir la loi et l'ordre dans une région du monde qui aspire à la paix. Une paix impériale introuvable. Ce discours guerrier et impérialiste qui va de Le Pen à Fillon en passant par Hollande, Obama, mais aussi Trump et Poutine, est démenti jour après jour par le chaos persistant et l'emballement de la violence au Moyen-Orient. Le désordre mondial du capitalisme est *accentué* par les campagnes impérialistes successives au Moyen-Orient.

Parallèlement à l'asymétrie des mots, il y a aussi une asymétrie dans le temps et les rythmes de la politique et de la guerre en cours : un renversement dialectique peut aussi s'envisager dans les échéances du calendrier politique. Force est de constater que l'initiative politique dans la guerre en cours en Syrie demeure entre les mains des États : présidents, états-majors, diplomates, chancelleries. De communiqué en communiqué, de conférence « de paix » en conférence « de paix », de réunion onusienne en réunion onusienne... la colère et la solidarité internationaliste des militants des gauches ne trouve aucune expression politique qui parvienne à suspendre le cycle infernal des chefs d'État dans la guerre en Syrie. Où trouver la brèche ? Le pari stratégique est de s'immiscer dans les affaires des puissants. Toute occasion est bonne à prendre. Pourquoi, par exemple, ne pas s'inviter aux « primaires de la gauche » pour y poser ces questions politiques déplacées qui seules peuvent ouvrir de nouveaux possibles ? Quelle que soit la réponse envisagée, il importe de penser stratégiquement l'action politique sur une temporalité qui dépasse les campagnes d'urgence liées à l'actualité. Le martyre d'Alep n'a rien réglé à la guerre en Syrie. Il est encore temps de sortir du piège des « immédiatetés successives ».²

Impasses

La difficulté à formuler un programme d'action internationaliste clair et efficace concernant la guerre en Syrie est triple.

Premièrement, le martyre syrien nécessite de penser sans schéma préétabli, car même si les expériences historiques, comme celle de la guerre civile espagnole (1936-39), fournissent des analogies utiles pour saisir une situation présente profondément complexe, elles ne peuvent résoudre la question stratégique du que faire aujourd'hui ? La situation contemporaine est sans précédent historique, cela étant vrai par ailleurs pour toute conjoncture historique. L'art de la politique demeure donc un pari incertain et une série d'improvisations réglées d'après une hypothèse stratégique ouverte et changeante. La nouveauté et la complexité de la guerre en Syrie ne sont donc pas étrangères à l'impuissance généralisée qu'elle concentre. Francis Sittel écrivait à juste titre en février 2014 dans la revue *Contretemps* : « Et voici la Syrie. Avec ce qu'elle porte d'inimaginable : une dictature qui mène contre son peuple une *guerre*. (...) En France, face à cette horreur, seule répond l'impuissance généralisée : gouvernements, opinion publique, partis politiques constatent... qu'on n'y peut rien. »³

Deuxièmement, la révolution démocratique et populaire en Syrie semble aujourd'hui avoir été défaite quelque part entre la militarisation du conflit par Bachar al-Assad et l'intervention militaire russe. On ne peut que partager la critique de Francis Sittel à l'encontre de tous ceux qui sont empressés de déclarer la mort clinique de la révolution syrienne : « qu'est-ce qui permet de décréter que telle est bien la situation » ?⁴ Cela ne

peut se faire que par le peuple syrien lui-même. Or, la chute d'Alep-Est semble en effet indiquer un tournant dans la situation qu'on ne saurait ignorer. Yassine al-Hajj Saleh par exemple souligne aujourd'hui clairement que « [d]eux sentiments contradictoires me tenaillent. D'abord le constat que les espoirs de la révolution syrienne sont morts. Nous sommes battus. C'est trop tard, on ne peut plus gagner. En même temps, je veux parler de ma fierté. Pour notre lutte, pour nos morts, pour nos torturés, pour nos humiliés. Je ne me résous pas au pessimisme total. La lutte dépasse le cadre syrien. C'est un combat global pour la dignité et la liberté. »⁵

Les *aspirations* politiques de la révolution démocratique de 2011 demeurent vivantes dans la mémoire populaire et les mémoires marranes des exilés. Mais force est de constater aujourd'hui que les acteurs de la révolution née dans le contexte des révolutions arabes en 2011 ne font plus partie du paysage politique/militaire du conflit syrien. Il s'ensuit donc pour les militants des gauches radicales en France une difficulté à trouver un point d'appui dans ce conflit : qui soutenir ? quel programme ? quelles revendications ?

Sur ce point, la presse du NPA par exemple continue à nourrir certaines ambiguïtés qui ne facilitent pas une orientation claire dans ce qui apparaît – pour un observateur en France – comme un reflux des irruptions démocratiques du peuple syrien dans l'espace public contre ses oppresseurs. Jacques Babel parle par exemple dans *L'Anticapitaliste. La Revue* (n° 81, octobre 2016) de « l'insurrection populaire toujours en cours » en Syrie. Or, la situation est telle aujourd'hui qu'il est difficile d'identifier et de voir clairement les acteurs de ces aspirations démocratiques sur les différents fronts syriens. Peut-être la situation sera tout autre dans un an. Peut-être la révolution démocratique de 2011, renaîtra-t-elle avec force bien plus tard, dans cinq, dix, quinze ans, avec d'autres formes de luttes, d'autres mots d'ordre, d'autres acteurs. Que faire alors aujourd'hui ? Cinq années après les soulèvements démocratiques du monde arabe, les causes profondes de ces révolutions font toujours partie du tableau politique et social de tous ces pays, y compris ceux où la révolution a triomphé comme la Tunisie. Adopter un horizon stratégique d'une durée moyenne – proche de la temporalité de cycles économiques mais aussi de celle des luttes politiques et sociales – semble donc nécessaire pour quiconque souhaite rester fidèle à l'événement de 2011 et, de manière plus générale, au principe de l'auto-émancipation.

Troisièmement, toute action politique portant sur la guerre en Syrie encourt le risque de tomber dans le piège des lignes de partage tracées par les principaux camps qui s'affrontent. Un tel alignement « campiste » adossé à l'anti-impérialisme est assez répandu dans les gauches radicales, comme en témoignent la politique du Venezuela, de Cuba ou bien de Jean-Luc Mélenchon. Les faits de la situation syrienne démontrent toutefois l'impasse de cette ligne politique. Suivant l'analyse de Gilbert Achcar, la situation en Syrie montre que la révolution démocratique a été défaite par deux forces contre-révolutionnaires elles-mêmes opposées : le régime de Bachar al-Assad et ses alliés (Russie/Iran/Hezbollah) et les groupes rebelles islamistes allant des « modérés » soutenus par les Etats-Unis aux djihadistes de Daesh en passant par les groupes soutenus par les pétromonarchies du golfe Persique et la Turquie.⁶

Dans le prolongement de ce piège des deux « camps », il existe aussi l'impasse d'un impérialisme humanitaire qui, comme tout projet impérial, véhicule la chimère d'une paix et d'un ordre mondial stable. Impasse démontrée en pratique par l'intervention française et britannique en Libye en 2011. A l'époque les gauches critiques s'étaient divisées à l'échelle mondiale sur la question d'un appel à l'intervention humanitaire ou pas face au risque d'un massacre de la révolte de Benghazi.

Réintroduire le « tiers exclu » suivant les termes de D. Bensaïd devient ici indispensable pour qui ne veut pas tomber dans ces impasses politiques. Daniel Bensaïd : « le dégel de la guerre froide et l'interférence complexe de multiples conflits oblige de sortir de la logique binaire des « camps » sous hégémonie étatique d'une mère patrie (fut-elle celle du socialisme réellement existant), et de réintroduire le tiers exclu pour s'orienter stratégiquement dans des conflits comme ceux des Balkans ou du Golfe. »⁷ Ce « tiers exclu » ne peut être un donné positif ; il relève de la raison stratégique/politique et non pas de la rationalité scientifique. Il est donc une construction politique. Dans le cas syrien aujourd'hui, le « tiers exclu » des gauches radicales ne peut provenir que des masses populaires, des acteurs et des organisations de la révolution démocratique de 2011, envisagés ni comme des victimes, ni comme des marionnettes de puissances étrangères, mais comme des sujets politiques à part entière qui travaillent pour leur propre libération dans un contexte traversé par de multiples forces et contradictions. Ce camp révolutionnaire-démocratique est devenu « invisible » au fil du temps, selon les termes de Yassine al-Hajj Saleh.⁸ Le régime d'Assad a sciemment œuvré pour l'étouffer et favoriser les courants réactionnaires dans la rébellion armée syrienne.⁹

Pourtant, le « tiers exclu » ne saurait être identifié aux groupes armés islamistes et/ou djihadistes dans la mesure où ils représentent exactement le contraire de la révolution démocratique syrienne. Leur projet politique, en rupture avec l'ordre établi, se rapproche davantage d'une « révolution conservatrice » telle que caractérisée par Pierre Bourdieu dans la République de Weimar durant l'entre-deux-guerres.¹⁰ Associer les forces réactionnaires des groupes islamistes au projet de la révolution démocratique née en 2011 constitue en ce sens une erreur d'analyse¹¹ qui conduit à entretenir un soutien ambigu et/ou critique envers ces groupes en vertu de leur seule opposition armée au régime sanguinaire du maître de Damas. On risque ainsi de retomber dans le piège du « campisme », à la remorque de forces politiques et de puissances bien éloignées de l'aiguillon de l'émancipation.

Droit/civils/hégémonie

Face aux déraisons de la raison d'État qui sert à masquer aujourd'hui en Syrie la barbarie la plus abjecte, les militants des gauches radicales ne peuvent pas rejeter le droit comme un simple outil de classe ou comme une illusion idéologique des puissances impérialistes. La lutte pour faire respecter le droit doit être au contraire au centre d'un programme d'action internationaliste dans un contexte d'un reflux de la révolution syrienne.

Les « hors-lieux » où s'applique un état d'exception, fondé sur l'institution de la violence comme seule loi de régulation, se multiplient aujourd'hui au même rythme que les déséquilibres qu'entraîne la mondialisation marchande et armée du capital. En ce début du XXI^e siècle, les champs migratoires, les camps de migrants, de déplacés, de réfugiés, les zones de guerre se rapprochent donc plus des normes biopolitiques d'Auschwitz que du droit national/international en vigueur aujourd'hui.¹²

Lutter contre ce que l'anthropologue Michel Agier appelle des « hors-lieux », c'est-à-dire ces espaces localisables mais situés en dehors d'un ordre territorial, juridique et politique où s'institue un état d'exception, implique en effet de prendre appui sur le droit national, européen et/ou international pour protéger les droits les plus élémentaires de la population civile dans la guerre en cours.

En s'emparant du droit pour articuler une action politique qui se veut utile, il est aussi question de renforcer la lutte des gauches radicales pour l'hégémonie. Car comme Jaurès l'a souligné suite à l'affaire Dreyfus (1894-1899) face à J. Guesde, cette affaire a été une bataille où le mouvement socialiste et ouvrier « a rempli son devoir envers lui-même, envers la civilisation et l'humanité ; c'est parce qu'il a poussé si haut son action de classe, qu'au lieu d'avoir la bourgeoisie pour tutrice, c'est lui qui est devenu dans cette crise le tuteur des libertés bourgeoises que la bourgeoisie était incapable de défendre », montrant ainsi « qu'il sera capable de lutter demain pour l'humanité tout entière ».¹³

Mutatis mutandis, dans la guerre en cours en Syrie, il s'agit d'engager une lutte pour « remplir notre devoir envers nous-mêmes, envers la civilisation et l'humanité » et montrer que le mouvement social et les gauches radicales sont aujourd'hui les tuteurs véritables des droits et libertés fondamentaux. La fécondité de cette ligne politique visant à construire l'hégémonie est confirmée par l'expérience du mouvement mondial contre la guerre en Irak de l'hiver/printemps 2003, mais aussi, plus près de nous, par la lutte pour les droits et libertés démocratiques au printemps dernier pendant le mouvement contre la loi travail et son monde. Par-delà des magistrats qui témoignent d'un engagement dans le champ de la justice, il apparaît indéniable aujourd'hui que les libertés démocratiques, les droits les plus élémentaires et le droit international n'ont été défendus avec constance et vigueur au cours des vingt dernières années que par le camp des mouvements sociaux, des gauches radicales et critiques, du mouvement altermondialiste et de leurs réseaux multiformes.

Responsabilités

L'historien Jean-Pierre Filiu, spécialiste de la Syrie et du Moyen-Orient à Sciences Po, soutient que la responsabilité de ce qui se passe à Alep aujourd'hui est partagée par « ... le monde entier. La responsabilité collective est historiquement indéniable. »¹⁴ Une telle perspective présente l'avantage d'ouvrir à la complexité du conflit mais évacue néanmoins la critique des impérialismes, des effets destructeurs de la mondialisation armée et du capitalisme de manière plus générale.

Il appartient donc à la critique anticapitaliste de rappeler la dialectique du développement historique sur la longue durée telle qu'esquissée par Marx en 1859 dans sa *Préface à la Critique de l'économique politique* : « À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'elles étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. »¹⁵ Le martyre d'Alep en est aujourd'hui l'illustration. La guerre en Syrie n'a rien d'un complot capitaliste ou impérialiste. S'il existe des auteurs indéniables d'exactions, de massacres et de crimes de guerre et/ou d'humanité, il n'en demeure pas moins que les origines historiques/sociales/structurelles de ce conflit sont bien plus profondes et viennent de loin. Et dans ces origines de longue durée, le mode de production capitaliste est incontournable.

Une enquête historique approfondie et détaillée serait nécessaire pour en saisir toutes les médiations historiques. Mais, dans l'immédiat, en voici ici un seul des multiples aspects. Jean Jaurès expliquait à la tribune de la Chambre des députés le 7 mars 1895 que la société bourgeoise « porte en elle la guerre comme la nuée dormante porte l'orage ». Car « [t]ant que, dans chaque nation, une classe restreinte d'hommes possédera les grands moyens de

production et d'échange, tant qu'elle possédera ainsi et gouvernera les autres hommes, tant que cette classe pourra imposer aux sociétés qu'elle domine sa propre loi, qui est la concurrence illimitée, la lutte incessante pour la vie, le combat quotidien pour la fortune et pour le pouvoir ; tant que cette classe privilégiée, pour se préserver contre tous les sursauts possibles de la masse, s'appuiera ou sur les grandes dynasties militaires ou sur certaines armées de métier des républiques oligarchiques, tant que le césarisme pourra profiter de cette rivalité profonde des classes pour les duper et les dominer l'une par l'autre, écrasant au moyen du peuple aigri les libertés parlementaires de la bourgeoisie, écrasant au moyen de la bourgeoisie gorgée d'affaires le réveil républicain du peuple ; tant que cela sera, toujours cette guerre politique, économique et sociale des classes entre elles, des individus entre eux, dans chaque nation, suscitera les guerres armées entre les peuples. C'est de la division profonde des classes et des intérêts dans chaque pays que sortent les conflits entre les nations. »¹⁶

Si ce discours a souvent été associé dans la culture politique des gauches au danger d'une guerre impérialiste, il n'a pas été actualisé par les mouvements anti-guerre de notre période. L'équation posée par Jaurès, capitalisme = guerre, apparaît non seulement comme un point d'appui d'une critique internationaliste et anticapitaliste des guerres impériales et de la guerre menée par un dictateur contre son peuple. Elle est aussi une ligne de partage historique au sein des gauches françaises qui demeure valable dans le contexte actuel où les militants des gauches radicales travaillent à reconstruire une gauche de combat et une nouvelle représentation politique des exploités et des opprimés.

Mots d'ordre

L'action politique anticapitaliste n'est pas une passion triste. La déploration incessante des horreurs du monde tel qu'il va a des effets anesthésiants sur la créativité politique et éloigne du terrain politique le plus grand nombre.¹⁷ Pour construire des interventions claires, cohérentes et visibles dans l'espace public contre la guerre en Syrie, des mots d'ordre ouvrant des brèches à l'ordre établi sont nécessaires. A l'image des mesures d'urgence ou de transition des gauches radicales, ces mots d'ordre et revendications cherchent à la fois à répondre aux besoins de la situation immédiate et à prendre appui sur les virtualités révolutionnaires inscrites dans la situation et la période contemporaines.

En voici une brève liste de propositions, du plus urgent au plus général, à soumettre au débat.

- **Ouverture des frontières européennes et françaises pour accueillir les réfugiés syriens en masse.** « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République » stipule le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 toujours en vigueur aujourd'hui dans la Constitution. Des campagnes locales pour l'adoption de résolutions allant en ce sens par les conseils municipaux, généraux et régionaux, ou encore par des assemblées générales de ville ou de quartier peuvent être envisagées pour débloquer une situation qui à l'échelle nationale de l'Etat demeure sous le contrôle des classes dirigeantes.
- **Envoi massif d'aide humanitaire par les pays capitalistes développés et création de couloirs humanitaires pour évacuer les civils** d'Alep-Est et des autres villes bombardées, assiégées et dévastées en Syrie.
- **Arrêt des bombardements et trêve générale** à Alep, en Syrie et en Irak.

- **Ouverture d'une commission d'enquête internationale** sous l'égide de l'ONU en Syrie et dans tous les pays belligérants, y compris la France, pour établir la vérité sur les violations des droits fondamentaux, les crimes de guerre et/ou d'humanité, les atrocités, les responsabilités, etc. Cela devrait également permettre de percer l'opacité entretenue par le ministère de la Défense en France sur les opérations aériennes françaises et obliger l'Etat à communiquer des données pour en débattre démocratiquement.
- **Ouverture en Europe d'une commission internationale de la mémoire et de la vérité sur la guerre en Syrie.** Construire un réseau d'intellectuels reconnus capable de recueillir et d'éditer de manière critique le témoignage des réfugiés syriens au sein d'institutions de recherche consacrées comme l'Ehess, l'Inalco ou encore le Collège de France. L'édition critique et la publication officielle, à grand tirage, des documents de la révolution démocratique syrienne, afin de sauver la mémoire de cette révolution défaite et la diffuser dans l'espace public. Le risque d'un négationnisme des crimes commis en Syrie est très présent aujourd'hui ; Florence Massena le souligne dans son billet de blog, « Alep aux bien-pensants », sur *Mediapart*, 14/12/2016 : « hier, après l'annonce des Nations unies que selon des sources fiables des civils étaient abattus par des forces du régime dans les rues, des messages lapidaires sur les réseaux sociaux sont apparus, doutant de la véracité de cette information. (...) Rien sur la guerre en Syrie n'est clair et vérifiable ni les chiffres ni de nombreux témoignages. » Le confusionnisme, le complotisme et le négationnisme diffus dans les opinions publiques européennes aujourd'hui sont des ennemis mortels d'un espace public démocratique. Cette « ère de la post-vérité » n'est pas étrangère à la privatisation du monde et à la marchandisation de la sphère médiatique au cours de la période précédente. Elle en est un aboutissement logique. Ces dynamiques contribuent à renforcer les courants réactionnaires et peuvent être combattues par la lutte pour la vérité dans l'espace public.
- **Vos guerres - nos morts. Retrait des puissances impérialistes du Moyen-Orient**, à commencer par les puissances occidentales, la Russie et les puissances régionales (Arabie saoudite, Iran, Turquie, pétromonarchies du golfe Persique). L'expérience historique montre que le mythe politique de « la loi et l'ordre », entretenu par les projets impériaux d'une paix mondiale sous domination d'une ou plusieurs puissances mondiales, comme la *Pax Americana*, est justement un *mythe*. L'historien britannique Eric Hobsbawm souligne à quel point ce rêve de stabilité et de domination impériale relève plus que jamais de la fiction en ce début du XXI^e siècle : « l'âge des empires est mort. Nous aurons à trouver une autre façon d'organiser le monde globalisé du XXI^e siècle. »¹⁸ Les interventions militaires des puissances impérialistes au Moyen-Orient, en Asie du Sud et en Afrique depuis le 11 septembre 2001 se sont toutes soldées par un plus grand désordre, des désastres humanitaires de masse, des vides de légitimité politique dans les pays « libérés » et des violations flagrantes du droit : l'Afghanistan et le Pakistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Mali, sans parler de la Somalie. Par conséquent, le discours dominant qui soutient que la lutte contre le terrorisme nécessite des bombardements massifs en Irak et en Syrie se trompent en plus de tromper l'intérêt général et la sécurité de leur peuple. Cela vaut autant pour Hollande que pour Poutine ; autant pour Obama que pour Fillon et Trump. La sécurité de la France est donc aujourd'hui menacée par les va-t'en guerre qui nous dirigent.
- **Liberté et auto-détermination des Syriens et des Kurdes. Fin de toutes les occupations étrangères de la Syrie : armées étrangères, mercenaires, milices et brigades hors de Syrie.** La légitimité démocratique doit être le point d'appui d'une critique anti-impérialiste des puissances - grandes et petites - qui se

partagent la Syrie par le feu et par le sang. Alors que la partition territoriale la Syrie s'installe, le Kremlin soutient l'intégrité territoriale de la Syrie, assimilée au régime sanguinaire d'Assad. Cette défense de l'intégrité territoriale syrienne n'a pas plus de légitimité démocratique que la proclamation du califat par les djihadistes de Daesh ou l'intervention militaire de puissances étrangères sur le sol syrien pour y étendre leur influence.

- **Fin de la diplomatie secrète. Fin du monopole présidentiel et étatique sur la politique étrangère.** Droit d'information parlementaire et publique sur les affaires étrangères et militaires. Droit de regard démocratique à instituer sur les affaires étrangères et les opérations militaires en cours.

Les principes-clés de ces mots d'ordre sont l'internationalisme, l'anti-impérialisme, la souveraineté populaire et démocratique et la passion pour la vérité dans le débat public : autant de lignes de partage entre les gauches françaises ces derniers mois dans les questions de l'accueil des migrants, du rapport aux institutions politiques et du rapport au nationalisme. Intervenir politiquement sur ces questions aujourd'hui participe donc de la lutte pour une recomposition d'une gauche de combat aussi fidèle aux dominés que la classe dirigeante l'est aux intérêts des possédants et des puissants.

*

Photo en bandeau via le [site du NPA](#).

références

1. ↑ « La politique commence, à proprement parler, avec la dénonciation de ce contrat tacite d'adhésion à l'ordre établi qui définit la doxa originaire; en d'autres termes, la subversion politique présuppose une subversion cognitive, une conversion de la vision du monde. » (Pierre Bourdieu, « Dire et prescrire » dans *Langage et pouvoir symbolique*, Seuil, 2001, p. 187-188).
2. ↑ « Dirigeants et militants de gauche apparaissent ainsi souvent happés par diverses urgences et, de plus en plus, par ce que les médias, eux-mêmes pris dans des urgences et dans la quête constante du « nouveau », définissent comme « l'actualité » du moment. » (Philippe Corcuff, *La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?*, Paris, Textuel, 2012, p. 55).
3. ↑ Francis Sitel, « La gauche française confrontée à la tragédie syrienne », *Contretemps*, n° 20, février 2014, p. 51.
4. ↑ *Idem.*, p. 54.
5. ↑ Interview accordée au journal belge *Le Soir*, 9 décembre 2016, [accessible en ligne](#).

Les groupes rebelles avant la chute d'Alep-Est avoisinaient les 8000 hommes. En voici un inventaire établi à partir des articles du journal *Le Monde* cités ci-dessous : Nouredine al-Zinki (groupe islamiste financé par la Turquie), Tajamu Fustakim (groupe islamiste modéré, soutenu par les Etats-Unis), Fatah Al-Cham (groupe affilié à Al-Qaida), Ahrar Al-Cham (groupe salafiste), Jahba Chamia (« le Front syrien ») et les Brigades Abou Amara. Dans la province d'Idlib, c'est le groupe rebelle « Armée de conquête », composé du Front Al-Nosra (Al-Qaida) et de Ahrar Al-Cham, qui se

6. ↑ trouve aux commandes. Salam Kawakibi soutient quant à lui que les « chiffres les plus crédibles donnent le nombre de 300 combattants du groupe Fath Al-Cham (ex-front Al-Nosra). Les autres 7 000 hommes appartiennent à diverses qui composaient auparavant l'ALS (Armée syrienne libre). » Sources : Benjamin Barthe, « Affamée, Alep-Est est à bout de force », *Le Monde*, 21 novembre 2016 ; Laure Stephan, « La rébellion s'effondre à Alep », *Le Monde*, 30 novembre 2016 ; Salam Kawakibi, entretien avec Joseph Confavreux, *Mediapart*, 14 décembre 2016 ; Benjamin Barthe, « À Alep, l'écrasement final de la rébellion », *Le Monde*, 14 décembre 2016.
7. ↑ Daniel Bensaïd, « Dialectique et révolution », *Penser/Agir*, Paris, Lignes, 2010, p. 197.
8. ↑ Entretien au quotidien *Le Soir*, 9 décembre 2016.
« Ce face-à-face [avec les islamistes et les djihadistes] l'arrange [Bashar al-Assad], en ce qu'il lui permet à la fois de préserver une base sociale au-delà de sa base communautaire étroite et de dissuader l'Occident de soutenir la rébellion. Une politique cynique qui s'avère malheureusement couronnée de succès ! » (Gilbert Achcar, « Le monde arabe entre nouvelle étape révolutionnaire et risque de régression », *Contretemps*, n° 20, février 2014, p. 14.
9. ↑ Pierre Bourdieu, *L'ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, Minuit, 1988. Voir aussi Philippe Corcuff, *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, Paris, Textuel, 2014, p. 25-29.
Gilbert Achcar écrit par exemple : « Dans le camp de la révolution se sont développées des forces ultra-intégristes... » (art. cit., p. 14.) S'ils sont bien des opposants majeurs au régime, ces courants ne sont pas moins étrangers à la révolution syrienne dans la mesure où leur projet politique y est radicalement opposé. S'ils cherchent à tirer les marrons du feu au bon moment, cela ne signifie pas pour autant qu'ils font partie de la révolution démocratique et populaire.
10. ↑ Michel Agier, « Quel temps aujourd'hui. En ces lieux incertains ? », *L'Homme*, 2008, n° 185-186, p. 105-120.
11. ↑ Jean Jaurès, Discours à Lille, 26 novembre 1900, cité dans Jean-Paul Scot, *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*, Seuil, 2014, p. 134.
12. ↑ « Les égorgeurs ont carte blanche et ne laisseront aucun témoin », *Mediapart*, 13 décembre 2016.
13. ↑ C'est notamment l'analyse développée par Gilbert Achcar dans *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Paris, Sindbad/Actes Sud, 2013.
14. ↑ Jean Jaurès, « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire » in *Anthologie d'un inconnu célèbre*, éd. Jean-Numa Ducange, Le Livre de poche, 2014, p. 201-202.
« Dès lors que s'affrontent deux barbaries, reste à pleurer » écrivait en février 2014 Francis Sittel dans la revue *Contretemps*. La déploration morale est ce qui guette les militants qui veulent secouer l'indifférence et la complicité d'un monde qui se
15. ↑ satisfait du silence et de l'impuissance face aux barbaries modernes. Voir également Philippe Corcuff, *La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?*, Textuel, 2014, p. 20-21.
16. ↑ Eric Hobsbawm, *Globalisation, Democracy and Terrorism*, Londres, Abacus, 2007.